

Communiqués après les attentats terroristes de Bruxelles (3)

vendredi 25 mars 2016, par [Arguments pour la lutte sociale](#), [CIIP](#), [Collectif ni guerres ni état de guerre](#), [PCB \(Belgique\)](#), [UPJB](#) (Date de rédaction antérieure : 24 mars 2016).

Attentats de Bruxelles : communiqué de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique

Nos pensées vont d'abord aux victimes et à leurs entourages.

L'idéologie mortelle qui a présidé aux attentats est à l'exact opposé du Bruxelles que nous aimons, multiculturelle, inventive, vivante.

Nous ne voudrions pas que, désormais, ses habitants se replient et se regardent en chiens de faïence, se méfiant les uns des autres. Les attentats ont tué indistinctement.

Plus que jamais, il faut mettre en œuvre des politiques qui inventent des dispositifs de rencontres, de dialogues, de mélanges, qui mettent l'accent sur la connaissance des récits singuliers qui composent notre aventure urbaine pour en faire une geste collective.

Il nous importe aussi que des voix revendiquées comme musulmanes se soient manifestées publiquement en proclamant « pas en notre nom », contribuant ainsi à donner à notre ville le sentiment d'un « nous » solidaire.

Collectif Ni guerres ni état de guerre

Après Bruxelles, plus que jamais : sortir de la guerre !

Le Collectif Ni guerres ni état de guerre s'associe à la douleur des proches des victimes des attentats de Bruxelles, ainsi que des morts des bombardements à Raqqa, Mossoul, Alep et tant d'autres villes. Il condamne fermement ces attentats et ces bombardements.

Les attentats de Bruxelles viennent nous rappeler douloureusement que la guerre qu'ont initiée nos gouvernants continue. Par leur politique de guerre en Irak et en Syrie, ils portent une responsabilité écrasante envers chacune des victimes de cette guerre.

Ces attentats témoignent que la militarisation de la société, le quadrillage policier et militaire ne protègent en rien les populations. En Côte d'Ivoire comme à Bamako, les attentats récents ont montré que la présence militaire française expose les populations civiles.

Depuis le 23 septembre 2014, la coalition occidentale a effectué 11 086 bombardements (7 431 en Irak et 3 655 en Syrie), déversant 39 715 bombes et missiles qui ont causé plus de 1 000 morts civils en Irak et en Syrie[1]. 298 de ces bombardements ont été le fait de l'aviation belge. L'aviation française a commis plus de 680 bombardements.

Comme l'indique la plate-forme du Collectif Ni guerres ni état de guerre rédigée après les attentats du 13 novembre dernier : « L'État qui mène ces guerres, en pompier pyromane, nous entraîne dans une spirale infernale ayant pour effet de renforcer la haine qui débouchera sur d'autres attentats. Les Rafales tuent des civils aussi innocents que ceux du Bataclan. Ces bombardements sont des bombes à retardement. »

Face aux instrumentalisation indignes visant à désigner les musulmans à la vindicte, le Collectif appelle à l'unité face à ceux qui répandent la haine et la guerre.

Seule une politique de paix peut mettre fin à l'hécatombe.

Le Collectif Ni guerres ni état de guerre appelle à l'arrêt immédiat des bombardements français en Irak et en Syrie, et à la fin de l'ingérence française.

Le Centre d'Information Inter-Peuples (Grenoble)

Attentats en Belgique : communiqué du CIIP

C'est avec la plus grande énergie que le Centre d'Information Inter-Peuples condamne le lâche attentat perpétré le 22 mars à Bruxelles causant la mort de 31 personnes et blessant plus de 250 autres. Nos pensées et notre solidarité vont d'abord à toutes les victimes et à leurs proches. Aucune cause, politique, religieuse ou autre ne peut servir de prétexte à de tels crimes.

Il est sans doute nécessaire de se doter de moyens nécessaires pour prévenir de tels attentats. Mais l'hyper sécurité ne servira à rien si d'autres décisions essentielles ne sont pas prises ! Il faut surtout renforcer l'ensemble des services publics, lutter résolument contre les inégalités et les discriminations, en particulier dans les quartiers populaires, accueillir les migrants obligés de fuir les guerres ou/et la misère. Les gouvernements occidentaux ont de très lourdes responsabilités dans cette situation insupportable. Faut-il par ailleurs rappeler le soutien constant de la plupart de ces gouvernements occidentaux aux monarchies du Golfe et à Israël ? Nous devons exiger que nos gouvernements cessent leurs interventions militaires, leurs ventes d'armes mais aussi, avec leurs multinationales, le pillage massif des richesses du sol et du sous sol notamment de l'Afrique.

Nous disons non ! à la mise en place d'un état d'urgence permanent, que ce soit en France ou dans plusieurs autres pays, qui, outre son caractère liberticide, a suscité une stigmatisation des musulmans ou supposés tels et une criminalisation des mouvements sociaux et des résistances.

Si nous voulons venir à bout de ce terrorisme qui se dit « islamiste », il faut s'attaquer aux racines de cette barbarisation du monde caractérisée non seulement par tous ces attentats, toutes ces guerres, ces destructions, ces ventes massives d'armes mais aussi par le creusement des inégalités... C'est bien un tout autre ordre mondial qu'il nous faut refonder, et le CIIP, pour sa modeste part, compte bien y contribuer. Nous pensons que la phrase de Brecht que le CIIP a toujours reprise depuis sa création en 1980 reste d'actualité : "De qui dépend que l'oppression demeure ? De nous ! De qui dépend qu'elle soit brisée ? De nous !".

Le Centre d'Information Inter-Peuples,
Grenoble, 24 mars 2016

Maison des Associations
6, rue Berthe de Boissieux
38000 Grenoble
Tel : 04 76 87 59 79
ciip wanadoo.fr
www.ciip.fr

PC (Belgique)

Attentats de Bruxelles/Zaventem

SOLIDARITÉ ENVERS LES VICTIMES ET CONDAMNATION DES RESPONSABLES

Face aux lâches crimes commis aujourd'hui à Bruxelles, le Parti communiste exprime toute sa douleur et sa solidarité envers les nombreuses victimes, leurs familles et leurs proches. Sa sympathie va également aux pompiers, ambulanciers, policiers et civils qui ont participé au secours des victimes de ces crimes. Bruxelles ensanglantée, la population du pays, plus unie que jamais, l'accompagne en sa douleur.

Mais la profonde compassion envers les victimes de ces crimes abjects ne doit pas nous faire oublier les graves responsabilités de l'Union européenne et de nos Gouvernements qui se sont inscrits, docilement, dans la politique irresponsable et guerrière des États-Unis et de l'OTAN. Ce sont en effet, ces Gouvernements, y compris celui de notre pays, qui ont apporté leur soutien aux aventures militaires contre la Libye hier et qui continuent à le faire contre la Syrie aujourd'hui même. Utilisant hypocritement le concept « droits de l'homme », ces (ir)responsables politiques en déstabilisant et organisant l'assassinat du chef d'Etat libyen ont fait de ce pays un réservoir du terrorisme international. Comme si cela ne leur suffisait pas, ils sont occupés à essayer de faire exactement la même chose en Syrie aujourd'hui.

C'est pourquoi le Parti communiste estime que la vraie solidarité envers les victimes, le vrai combat contre le terrorisme, commencent par la dénonciation des auteurs de guerres et des marchands de canons et par le soutien aux dialogues et aux négociations comme instrument de solution des conflits. Pour organiser cette solidarité et ces combats il nous semble plus que jamais urgent d'organiser un puissant mouvement pour la paix.

Bruxelles, le 22 mars 2016,

Le Bureau Politique du Parti Communiste

Arguments pour la lutte sociale

Quels gouvernements pour faire la guerre à Daech ?

Les gouvernements français et belge voulaient nous faire croire que l'état d'urgence servait à quelque chose contre Daech et les médias dansaient la ronde à la gloire de l'arrestation du sinistre Abdeslam, décidant de parler le moins possible des grèves et mouvements de jeunes en train de se multiplier.

Mais voilà : l'organisation fasciste Daech a réussi, ce 22 mars, à massacrer 31 personnes et blesser des centaines d'autres de toutes nationalités et de toutes convictions ou religions, à l'aéroport et dans le métro de Bruxelles.

Ces crimes de masse commis par des lumpens et des gangsters à l'idéologie religieuse pétrie de haine pour toute émancipation humaine, n'ont aucun rapport proche ou lointain avec une quelconque protestation ou résistance contre l'impérialisme occidental, fut-elle mal placée. En Irak et en Syrie, l'État islamique né de la fusion d'une branche d'al-Qaida et de nervis issus de l'État baathiste (irakien ou syrien), c'est la contre-révolution totale et le prétexte idéal pour toutes les interventions de tous les impérialismes. Les bombardements à Rakka ne s'attaquent pas à l'EI (Daech), mais à la population et contribuent à freiner sa révolte contre les occupants de Daech.

A Bruxelles, ce 22 mars, comme à Paris, le 3 novembre, ainsi que lors des attaques antisémites et contre la liberté de la presse menées à Paris en janvier 2015 et au musée juif de Bruxelles le 6 juin, les tueurs fascistes ne s'en sont pas pris aux États ou aux armées, mais à la population, aux jeunes, aux travailleurs, aux Juifs, aux dessinateurs.

Politiquement, les crimes de masses commis à Bruxelles tombent parfaitement au « bon moment » pour tenter de perturber le mouvement qui, en France, réalise l'unité des jeunes et du monde du travail pour le retrait de la loi « travail », pour défaire ce gouvernement par la grève politique générale.

Comme de bien entendu, M. Valls nous sert sa phrase « Nous sommes en guerre ». Mais comme de bien entendu aussi, pas mal de couches politiques et militantes professent l'idée du « Non à la guerre », acceptant ainsi de fait la fiction de M. Valls. Parmi eux, beaucoup sont sincères et pensent ainsi combattre « notre » impérialisme et son état d'urgence, certains, comme les idéologues racistes dits « Indigènes de la République », sont les relais politiques de la réaction fasciste et capitaliste de Daech and co.

Il faut le dire : les raisons de faire la guerre à Daech sont aussi les raisons pour combattre l'état d'urgence, la loi El Khomri, la V^e République, l'Union « Européenne », le capital et ses États, car Daech, c'est l'aboutissement de tout cela. Ce gouvernement ne combat pas Daech quand il bombarde, il sert la réaction et le capital partout. La République sociale, laïque et démocratique, celle des communards, est l'antithèse du régime actuel comme de l'islamisme. Le 31 mars, la grève, ce sera donc pour nous, aussi, contre Daech !

Editorial du Numéro 38 du 26 mars 2016.
